

sant avec eux, désirent améliorer le sort du prochain. C'est un fait qui ne devrait pas échapper à l'attention.

Or le communisme, tel que le pratiquent ses tenants de l'heure, se fonde sur la force appliquée à la lutte des classes. Il fomente la malveillance et incite aux différends. Aucun ordre durable ne peut reposer sur la force. C'est sur l'assentiment et non sur la contrainte que peut s'édifier avec assurance un ordre social durable. La malveillance ou les conflits n'ont jamais rien accompli de durable. Si nous voulons ajouter au bonheur des humains, c'est à des moyens contraires qu'il nous faut recourir.

Défense active contre le communisme

Dans la lutte contre le communisme, il est aussi essentiel à la victoire, que la cause de la liberté nous inspire des actes positifs; que nous ne laissions pas aux réactionnaires le soin de la défendre, mais que les peuples libres prêchent une doctrine sociale non seulement meilleure mais plus attrayante que celle du communisme. Si nous tenons à l'emporter sur le communisme dans sa lutte pour la conquête des esprits et des âmes, si nous voulons soustraire l'humanité à une tyrannie aussi abominable que toutes celles qui ont pu la menacer par le passé, il nous faudra reconnaître que nous sommes toujours les gardiens de nos frères, où que nous allions, où que nous soyons, et que, aussi bien à l'étranger que chez nous, il est de notre devoir, en tant qu'individus et en tant que nation, de collaborer, dans la mesure de nos moyens, à l'égalité de traitement et à la justice sociale. Lorsqu'on accordera à tous la chance de se faire valoir, lorsque disparaîtront les inégalités et les injustices flagrantes, lorsque la bonne volonté succédera à la malveillance dans la conduite et dans les relations entre les humains, lorsque la crainte fera place à la confiance, le communisme destructeur cessera d'attirer et de fourvoyer. Si nous devons rester fidèles à la doctrine libérale, nous devons tout faire pour que chacun ait des chances égales de succès et pour que nous puissions réaliser, par tous les moyens possibles et dans une plus grande mesure, la justice sociale.

But premier du libéralisme

Le libéralisme n'a peut-être pas pleinement atteint ce noble idéal, mais il peut du moins affirmer que tel a été son objectif dans le passé, que ses tenants ont plus fait dans ce sens que ceux des autres doctrines politiques et que tel est son but premier aujourd'hui. Si le libéralisme est fidèle à lui-même, tel sera à l'avenir, comme jamais auparavant, l'effort suprême vers lequel il tendra.

II - Le problème de l'augmentation des prix

Laissant maintenant de côté la question internationale, j'en arrive à vous parler de la situation à l'intérieur du pays.

Depuis quelque temps, nul problème n'intéresse aussi vivement la population canadienne que l'augmentation des prix et, partant, du coût de la vie. Il n'y a pas lieu de s'en étonner d'ailleurs. Rien de ce qui atteint directement nos foyers, nos familles, ne saurait nous laisser indifférents. Nous sommes tous prompts à percevoir et à saisir tout ce qui touche notre bien-être ou qui ajoute à des conditions déjà assez difficiles. Nous sommes moins prompts cependant à voir par delà les conditions qui nous entourent les causes de ces mêmes conditions, surtout lorsqu'elles résident, en partie du moins, hors de la sphère des affaires régionales ou nationales.

Hausse des prix, phénomène universel

Un premier fait à considérer, à l'égard de la hausse des prix, c'est qu'elle n'est pas particulière à notre pays. A peu près partout, elle constitue le problème par excellence. Sous ce rapport, nous sommes même beaucoup plus fortunés que la plupart des peuples et, bien que nous ayons trop tendance à l'oublier, ce fait n'en reste pas moins révélateur.

Les pénuries universelles ont entraîné la hausse des prix à l'étranger, et intensifié, de la part des pays d'outre-mer, la demande déjà pressante de produits canadiens. Dès le 31 janvier 1946, j'ai prévenu la population d'une hausse générale et importante des prix, et l'abandon total des régions susceptibles d'en relever le niveau. Malheureusement l'Europe occidentale met beaucoup plus de temps à se rétablir que nous l'espérons alors. Par suite de la mauvaise récolte de 1947 en Europe, les pénuries y sont encore plus graves que nous pouvions raisonnablement le prévoir. La pression exercée sur l'armature des prix canadiens par les prix mondiaux a augmenté d'autant.

Après une guerre, l'inflation et la hausse des prix ne constituent pas un phénomène exceptionnel, propre à un pays en particulier, mais sont plutôt la règle générale. En somme, la période actuelle ne fait pas exception à cette règle. Aucun gouvernement ne saurait faire plus que de s'efforcer, par tous les moyens dont il dispose, d'enrayer la marche inéluctable de l'inflation. Plus que tout autre, notre pays se ressent de ce qui se passe ailleurs. Nous ne pouvons immuniser le Canada contre les effets de la hausse des prix dans le monde entier.